

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 24 NOVEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) André Chassagne juge la situation...
- 2) Non !...
- 3 Ils rentrent en résistance
- 4) "On a baissé la garde"



Gérard Diez La Presse en Revue

I) André Chassaigne « Le caractère extrêmement grave de la situation »



Pour André Chassaigne, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, l'état d'urgence ne doit pas dissimuler « d'autres urgences ».

Quelles ont été les motivations de votre vote en faveur du projet de loi ?

André Chassaigne D'abord, nous avons pris en compte le caractère extrêmement grave de la situation avec toujours en tête que ce type d'attentats extrêmement meurtriers pouvait se reproduire. Nous avons pensé que des mesures exceptionnelles étaient justifiées parce qu'il s'agissait de mettre tout en œuvre pour arrêter les meurtriers, mais aussi démanteler les réseaux. Nous avons abordé ce débat avec la volonté chevillée au corps d'offrir la meilleure des sécurités à nos concitoyens, sans mettre en péril les libertés auxquelles ils sont, et nous sommes, tant attachés. C'est l'attente forte des populations que nous représentons. Dans les contacts que les députés ont, notamment dans leur circonscription, ils font part d'une exigence très forte de tout mettre en œuvre pour que les citoyens puissent voir leur sécurité garantie.

Enfin, notre décision s'est appuyée sur le texte lui-même. Même si les choses ont été faites dans l'urgence, nous nous sommes livrés à une étude approfondie du projet de loi, qui se place dans l'État de droit. Nous avons considéré que les mesures qui étaient proposées donnaient une garantie face à la question primordiale des libertés individuelles.

Bien sûr, nous avons tout à fait conscience que, même dans un cadre légal, l'état d'urgence restreint inévitablement certaines libertés. Mais, en l'occurrence, nous avons considéré que les garde-fous étaient présents dans ce projet de loi, notamment par sa limitation dans le temps (trois mois au maximum) et des garanties juridictionnelles, avec des voies de recours devant le juge administratif.

Dans le texte que nous avons voté, les voies de recours sont supérieures à celles qui figuraient dans la loi de 1955. Le juge des référés administratifs peut se prononcer rapidement et annuler des mesures prises.

Nous avons pris connaissance bien évidemment des appréciations des associations. Elles sont dans leur rôle et font fort justement part de leurs inquiétudes, notamment sur les libertés fondamentales. Mais ces prises de position

portaient davantage sur la révision constitutionnelle que sur la prorogation de l'état d'urgence. Et nous l'avons dit et redit, ce que nous avons voté sur l'état d'urgence n'anticipe en aucun cas un vote similaire sur la révision constitutionnelle.

Le texte présenté mercredi par le gouvernement a évolué en séance par le biais d'amendements, certains provenant de la droite. Cela a-t-il modifié votre état d'esprit sur le texte.

André Chassaigne Il y a d'abord eu un changement positif. Une avancée que nous avons saluée concernant le contrôle parlementaire. La commission des Lois a établi un contrôle parlementaire, nous y reviendrons. C'est vrai que nous aurions pu aller plus loin et être plus exigeants dans un débat qui n'aurait pas été conduit dans l'urgence, avec la nécessité d'un vote conforme du Sénat.

Le texte a aussi durci les conditions d'assignation à résidence par une forme d'escalade sécuritaire, le gouvernement cédant sur certains points à la droite. Nous avons exprimé et réitérons nos inquiétudes sur ces évolutions.

Quant aux risques de dérapage, ils sont dans la définition même de ceux qui doivent être assignés à résidence, ainsi que dans la multiplication des perquisitions, effectuées parfois dans la démesure et la violence. C'est pour cela que nous sommes si attachés à un contrôle strict.

Être attentif à tout ce qui touche aux libertés, c'est dans notre ADN. Apporter notre soutien à la prorogation de l'état d'urgence, ce n'est pas quelque chose que l'on fait spontanément. Ce soutien a été décidé collectivement par l'ensemble des parlementaires du Front de gauche. Il a exigé de prendre en compte l'importance des enjeux et sans aucun doute du courage politique. Si nous n'avons pas considéré que les dispositions retenues étaient des atteintes démesurées aux libertés, c'est parce qu'elles sont limitées dans le temps, circonscrites dans un périmètre précis et contrôlées par le Parlement.

Le contrôle parlementaire prévu grâce à un amendement de la commission vous semble-t-il suffisant pour écarter tous risques d'abus ?

André Chassaigne En séance, le rapporteur de la commission des Lois a précisé ce que pourrait être ce contrôle : un rapport hebdomadaire sur la

mise en œuvre de l'état d'urgence devant les commissions concernées de l'Assemblée nationale et du Sénat. À nous maintenant d'avoir suffisamment d'exigence pour que le rapport hebdomadaire ne soit pas qu'un ersatz de rapport, mais soit véritablement précis. Que l'on nous présente bien toutes les actions qui ont été menées dans le cadre de l'état d'urgence et leurs motivations. Les députés du Front de gauche seront en première ligne pour exercer cette mission de contrôle.

Mais nous appelons aussi à une vigilance citoyenne pour qu'il y ait des lanceurs d'alerte. Il faut que nous puissions être saisis si des citoyens constatent des abus. Nous ne devons pas en rester aux seuls comptes rendus du ministre de l'Intérieur. Pour conclure, je tiens à rappeler, comme nous l'avons dit dans notre intervention, que l'état d'urgence n'est qu'une réponse partielle à une situation qui dépasse nos frontières. D'autres urgences existent, notamment assécher les ressources de Daech et prendre pour cela, en France comme à l'international, les mesures nécessaires. Il faut également que l'intervention en Syrie soit désormais conduite sous l'égide de l'ONU, dans le cadre d'une coalition internationale qui soit la plus large possible. Enfin, et c'est au cœur de nos combats parlementaires, la priorité est aussi d'apporter dans notre politique nationale des réponses dans le domaine de l'éducation, de l'emploi et de tout ce qui touche au vivre-ensemble.

L'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Non, Michel Onfray, le monde musulman n'est pas Daech



Michel Onfray en 2010. Photo Charly Triballeau.AFP

Par Laurent Joffrin, Directeur de la publication de Libération

Dans une interview au «Point», le philosophe explique que les attentats de Paris sont une réponse de la communauté musulmane planétaire à l'Occident qui lui a déclaré la guerre.

Ceux qui accordaient encore un peu de crédit aux thèses politiques de Michel Onfray liront avec profit l'entretien qu'il a donné au Point à propos des attentats du 13 novembre. Pour avoir réfuté ses vues sur l'immigration, on avait été accusé d'empêcher le débat par des anathèmes (ce qui était notoirement faux, puisque le numéro de Libé consacré aux déclarations d'Onfray était justement précis et argumenté et que personne n'y a répondu sérieusement depuis). Cette fois, la déclaration du philosophe parle d'elle-même : on a rarement vu dans le même texte autant d'erreurs factuelles, d'embardees géopolitiques et, finalement, autant de légèreté intellectuelle. Onfray accuse les démocraties d'être les vraies responsables des attentats. Voilà où nous mènent les faux penseurs qui croient qu'en accusant rituellement le «politiquement correct», on gagne aussitôt un brevet de lucidité...

L'entretien commence par distinguer entre le journaliste qui vit «dans le temps court et l'émotion» et le philosophe «qui vit de réflexion». Pur argument d'autorité, qui ne démontre évidemment rien. Banalité affligeante, aussi, qu'aucun journaliste ne contestera quand il s'agit de vrais philosophes.

L'ennui, c'est que la suite du texte est proprement consternante par son mépris des faits (que le journaliste s'efforce de respecter, lui) et par les sophismes qui se succèdent en rangs serrés (que le philosophe devrait pourtant éviter). Onfray se place dans les hauteurs de la pensée et relègue ses contradicteurs dans la trivialité de l'instant. Occupé de fulgurantes proclamations, il tombe dans tous les pièges qui s'ouvrent sous les pas de ceux qui marchent la tête dans les nuages de leur propre certitude.

Un tableau brossé en quelques phrases

L'agression du 13 novembre, dit-il, «répond à d'autres actes de guerre dont le moment initial est la décision de détruire l'Irak de Saddam Hussein par le clan Bush et ses alliés [...]. La France fait partie, depuis le début, hormis l'heureux épisode chiraquien, de la coalition occidentale qui a déclaré la guerre à ces pays musulmans. Irak, Afghanistan, Mali, Libye...» Le Point demande si cette analyse n'est pas une manière de dédouaner les terroristes – chose évidente pour tout lecteur. Non, répond Onfray, qui reproche à la France de «faire la guerre à un peuple qui est celui de la communauté musulmane planétaire, l'oumma [...]. Le premier agresseur est occidental [...], ajoute-t-il, il s'agit de George Bush.» En quelques phrases mirobolantes et péremptives, voilà le tableau brossé : l'Occident a attaqué l'islam, l'islam se défend en venant tuer au cœur de Paris. Au fond, c'est tout simple. Les tenants du «politiquement correct» refusent de voir cette réalité que le philosophe, lui, a détectée.

Quelques rappels factuels, toutefois. La montée géopolitique de l'islamisme n'a pas commencé en Irak mais en Iran, contre le chah, et en Afghanistan contre l'occupation russe avant de se propager dans l'Algérie de la guerre civile. Les Etats-Unis soutenaient le chah (musulman) avant de l'abandonner au profit de ses opposants (musulmans). Ils luttèrent aussi, pour contrer l'URSS, aux côtés des insurgés afghans (musulmans, parmi lesquels un certain Ben Laden). La France, enfin, soutenait le gouvernement algérien (musulman) contre le Groupe islamique armé, le GIA (musulman).

La première guerre d'Irak a été menée par George Bush père pour venir au secours du Koweït (musulman). Il s'agissait de contrer l'agression de Saddam Hussein (musulman), qu'on pouvait difficilement laisser sans réponse, sauf à déstabiliser l'ensemble des pays du Golfe (musulmans) que les Occidentaux estimaient nécessaire de soutenir. La deuxième guerre d'Irak

n'a pas été décidée sur un caprice, mais après l'attentat du 11 Septembre, fait essentiel à la compréhension des enchaînements, qu'Onfray s'abstient de rappeler pour qu'on ne voit en rien dans l'action américaine une quelconque réponse à l'agression. La guerre d'Irak, d'ailleurs, ne fut pas la première réplique au 11 Septembre. Elle a été précédée d'une intervention en Afghanistan, dont le régime intégriste abritait les terroristes d'Al-Qaeda (intervention menée avec une coalition de musulmans anti-talibans).

Au mépris des musulmans humanistes

La deuxième guerre d'Irak fut, à coup sûr, une tragique erreur fondée sur un mensonge d'Etat. Mais faire remonter l'affrontement avec l'islamisme à ce seul événement (dont la France s'est désolidarisée alors qu'elle est frappée aujourd'hui) est une simplification infantile. On peut contester toutes ces décisions, toutes ces guerres, bien sûr. Mais les présenter comme une simple agression de l'Occident contre l'islam est sommaire et faux. La plupart du temps, il y a des musulmans des deux côtés de la ligne d'affrontement. Manifestement, le philosophe qui «vit de réflexion» est incapable de penser cette complexité.

Du coup, il reprend de manière naïve et, au fond, dangereusement masochiste, le discours des intégristes, qui ne cessent de présenter leurs crimes comme une réponse à l'agression occidentale. Il fait de Daech – quel honneur ! – le cœur même de l'Oumma, conférant à cette phalange obscurantiste et terroriste le statut de représentant légitime de l'islam dans le monde ! Il avalise aussi bien la dénomination de «croisés» donnée aux Occidentaux par les intégristes. Il le fait au mépris des musulmans humanistes de tous les pays qui se battent courageusement contre l'intégrisme et le terrorisme, et qui sont dissous d'un mot par Onfray dans le concept religieux d'Oumma, base d'une «guerre des civilisations» entre un islam représenté par sa fraction obscurantiste et intégriste et une démocratie soudain réduite à sa composante occidentale (alors que le monde musulman est en partie démocratique : voir l'Indonésie, premier pays musulman du monde, ou bien la Tunisie).

Ridicule euphémisme

Avec cette phrase merveilleuse au passage, concession du philosophe à l'air du temps : «La civilisation islamique à laquelle renvoie l'Etat islamique est en effet puritaine.» Puritaine, c'est le mot ! Les intégristes assassins qui interdisent la musique, le sport, qui détruisent Palmyre, décapitent les récalcitrants et ramènent la femme au Moyen-Age sont effectivement un peu «puritains». C'est leur moindre défaut ; des Quakers un peu excessifs en quelque sorte ! Comme le dit Onfray un peu plus haut dans l'entretien : «Commençons par nommer les protagonistes correctement.»

Ce ridicule euphémisme a d'ailleurs une fonction dans le raisonnement. Diplomate imaginatif, Onfray propose d'ouvrir une négociation directe avec l'Etat islamique. Nous promettrions de ne plus intervenir contre lui en échange d'une mise en sommeil des réseaux terroristes en France. Reconnaître d'un coup Daech comme Etat légitime et proposer aux assassins de s'asseoir autour d'une table (avec ou sans kalachnikov ?), voilà en effet une proposition qui nous sortira de l'odieux «politiquement correct».

On a du mal à situer ces raisonnements abracadabrantesques, entre obsession de l'identité, qui assigne tout individu à son origine (musulmane en l'occurrence, donc «puritaine» à la Daech...) et affirmation de la culpabilité intrinsèque des démocraties occidentales. Une pensée (?) qui proclame à la fois la guerre des civilisations mais refuse toute action contre les intégristes, qui méprise la démocratie (matérialiste, médiatique, cynique, etc.) mais s'en réclame néanmoins, qui reprend dans un salmigondis obscur les thèses de l'extrême droite et de l'extrême gauche. Après cette mise au point, faudra-t-il perdre encore du temps à contredire un analyste aussi confus et inconséquent ?

Laurent Joffrin Directeur de la publication de Libération



III) Dix mois après "Charlie Hebdo" : "Nous sommes entrés en résistance"



Par Nathalie Funes

La vice-présidente de l'Association des Travailleurs maghrébins de France, un couple de sexagénaires d'origine juive tunisienne, des enseignants avaient réagi après l'attentat contre "Charlie Hebdo". Nous sommes retournés les voir.



Moins d'un an après l'attaque de "Charlie Hebdo", au pied de la statue de la République à Paris, un nouveau mémorial improvisé rend hommage aux victimes des attentats du 13 novembre. (Bertrand Guay/AFP)

"Rien n'a changé"

Nous l'avions rencontrée au Mans, juste après l'attaque contre "Charlie Hebdo". A l'époque, Najat Tahani, vice-présidente de l'Association des Travailleurs maghrébins de France, pleurait. Cette maîtresse de conférences en mécanique acoustique à l'université du Maine était encore sous le choc, ébranlée par l'attentat et par les jets de grenades qui venaient de frapper l'une des mosquées de sa ville.



Devant la mosquée des Sablons, au Mans, le 8 janvier dernier. (Jean-François Monier/AFP)

A peine dix mois plus tard, la voici de nouveau en

pleurs après les attentats qui ont meurtri Paris.

C'est si dur. Des profs de fac sont morts au Bataclan, il y a aussi des étudiants parmi les victimes. Ma colère n'a pas d'égal. Il faut condamner ces assassinats et être unis contre cette barbarie qui tue et mutilé nos concitoyens. Mais nous ne devons pas tomber dans le vieux piège de l'instrumentalisation qui vise les Arabes, les étrangers, les musulmans..."

A l'entendre, rien n'a changé depuis "Charlie". "C'est même pire. Désormais, les identitaires n'hésitent plus à se montrer. Ils étaient encore présents lors de la manifestation de la Ligue des Droits de l'Homme à laquelle je participais dimanche. En face, je trouve la population très peu mobilisée. Il y avait bien moins de monde que lors du rassemblement après les attentats de janvier. La population semble résignée, comme si elle se disait : 'Quoi que l'on fasse, ça ne changera rien.'"

Bérénice Rocfort-Giovanni

Dans la cour, on entendait le vent souffler

Etrange de les relancer, même pas un an après... Nous les avons appelés pour savoir comment ils avaient vécu l'après "Charlie", eux, les enseignants, aux premières loges devant leurs classes, leurs élèves. Stéphane, professeur de physique dans un collège de l'est parisien, soupire :

C'est la troisième minute de silence depuis Merah, il va falloir commencer à s'habituer à gérer."

Dimanche soir, il a tenté de préparer ce qu'il allait dire à ses élèves. Pour les attentats Merah, il avait eu droit aux remarques type : "Pourquoi on fait pas une minute de silence pour les enfants de Gaza ?" Pour "Charlie Hebdo", deux élèves avaient expliqué qu'ils n'étaient pas Charlie et qu'ils n'étaient pas d'accord avec ce moment de recueillement. Il avait alors préféré les faire sortir.

Là, je n'avais pas tellement peur des incidents. Tout le monde a été visé. Ce n'est pas clivant. Mais j'avais surtout peur que des gamins aient été directement touchés."

Les nouvelles ont commencé à tomber. Cette collégienne dont le père a été gravement blessé au Bataclan. Cette collègue qui a perdu sa meilleure amie. "Dans l'une de mes classes, les gamins

étaient mutiques."



Au lendemain des attentats, un petit garçon regarde les fleurs déposées en hommage aux victimes devant le Bataclan. (Kenzo Tribouillard/AFP)

Au moment de la minute de silence, dans la cour, on entendait le vent souffler. L'an dernier, dans les classes, ça parlait de théorie du complot. Là, personne n'aurait l'idée d'évoquer ce genre de choses : les victimes du 13 novembre sont si proches... Nadia, institutrice en CP dans une école de l'est parisien, a constaté le même calme. L'an dernier, la minute de silence s'était terminée sur une étrange note. Un homme avait ouvert sa fenêtre, qui donnait sur la cour, et il criait "Vive Al-Qaida". Et pour la première fois dans la cour, les gamins avaient parlé de religion : "Ils disaient, mais je ne peux pas être Charlie, moi, je suis musulman."

Cette fois-ci, rien de tout cela. Les CP ont commencé à parler tout de suite des événements.

Mais ils avaient la pêche, ils jouaient, comme d'habitude. C'est très étrange, j'ai l'impression que les familles, comme les enfants, étaient beaucoup plus préparés. Un petit s'est plaint de ne pas avoir pu regarder de dessins animés car ses parents étaient restés scotchés aux infos toute la journée. Une autre m'a dit que les terroristes avaient un petit pois à la place de la cervelle."

Dans la banlieue de Tours, Isabelle, professeur d'histoire, dans un collège situé dans un quartier sensible, a dû recommencer à expliquer « Charlie»:

Ils ont tout de suite dit : 'Mais là, les victimes, elles avaient rien fait.' On est donc reparti donc sur les attentats de janvier. Là, j'ai senti beaucoup de crainte. Avec de plus, pour ceux, nombreux, de confession musulmane, l'inquiétude d'être tenus pour responsables."

Dans ce collège, beaucoup de jeunes filles, dès la sortie, remettent le voile. "Une élève a été prise à partie dans son hall d'immeuble par sa voisine..."

"Maintenant, n'importe qui peut être visé"

C'était un dîner de shabbat, au quatrième étage d'un immeuble cossu de Levallois-Perret, en banlieue parisienne. La soirée se déroulait chez Charles et Maya M., un couple de sexagénaires d'origine juive tunisienne, qui recevaient leurs trois enfants Sara, Samuel et Myriam. La famille alors vivait dans la "sidération" après les attentats contre "Charlie" et l'Hyper Cacher. Elle se demandait si sa place était encore en France "où les juifs sont devenus des cibles, où les synagogues sont gardées par des militaires".

Comme 4 millions de Français, elle avait défilé avec un panneau "Je suis Charlie, je suis juif, je suis policier, je suis républicain". Aujourd'hui, c'est la colère qui prime. "Il y a eu trop de lenteur dans la prise de conscience du peuple de France, s'indigne Maya. Je vais vous lire un texte de Martin Niemöller, un pasteur allemand, arrêté en 1937 et envoyé au camp de Sachsenhausen.

Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas communiste. Quand ils sont venus chercher les Juifs, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas Juif. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas syndicaliste. [...] Et lorsqu'ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour protester."

Elle commente : "Vous remplacez par les militaires, les juifs, les journalistes et vous avez la même situation qu'aujourd'hui. Bien sûr, les Français sont descendus dans la rue après les attentats de janvier. Mais depuis, silence radio. Qu'est-ce qu'on a fait ? Rien."



La famille M. à la sortie de shabbat, en janvier dernier. (Sébastien Leban pour "l'Obs")

shabbat dans un hôtel, à quelques dizaines de kilomètres de Paris, un "shabbat post mariage" qui suivait la noce d'une nièce. Deux cents participants, mais pas de télévision, pas de téléphone portable. C'est en sortant de la salle où se déroulait la fête qu'un groupe de convives est passé devant un écran qui diffusait BFMTV. "Regardez : une édition spéciale. Qu'est-ce qu'il se passe ?" Au début, ils étaient cinq, puis dix, puis vingt... Charles raconte :

En découvrant les images du carnage, nous n'arrivions même plus à respirer, mais le pire, c'est que nous n'étions pas étonnés. Nous savions qu'un attentat aussi terrifiant allait frapper la France. Le pays était habitué à ce qu'on tue ses juifs. Maintenant, n'importe qui peut être visé.

Il faut qu'on apprenne à vivre avec le danger, comme en Israël, et surtout qu'on ose nommer l'ennemi : l'islamisme radical. L'Islam lui-même doit faire son aggiornamento et extraire le mal qui le gangrène."

Le 13 novembre n'a pas ravivé chez cette famille le désir de quitter la France. Au contraire. "Nous sommes entrés en résistance", dit Charles.

Nathalie Funès



A 12h, trois jours après les attaques à Paris, des milliers de personnes ont observé une minute de silence pour...[+] (ERIC FEFERBERG/AFP)

tempsreel.nouvelobs.com

Le soir des six attaques à Paris, la famille fêtait

IV) Un ex-directeur de la DGSE: «On a baissé la garde sur le renseignement humain»

Par Michel Deléan

Ancien haut responsable de l'espionnage français, Alain Chouet pointe les failles des services de renseignement intérieurs et extérieurs au lendemain des attentats du 13 novembre. Il plaide pour un investissement dans le renseignement humain, dans la police, la gendarmerie et l'armée.

Alain Chouet a effectué toute sa carrière au sein de la DGSE (l'espionnage français), dont il a été le chef du service de renseignement de sécurité de 2000 à 2002, après avoir été en poste notamment à Beyrouth, Damas et Rabat. Il est l'auteur de plusieurs livres sur le monde arabe et sur le terrorisme .



Alain Chouet

Êtes-vous surpris par la présence et le passage à l'acte de commandos djihadistes à Paris, alors que certains membres étaient connus ou recherchés ?

Alain Chouet. Non, absolument pas. Cela fait au moins un an que les spécialistes du renseignement – et moi-même qui suis à la retraite depuis douze ans – agitions le drapeau pour prévenir du risque imminent d'attentat. Il faut bien comprendre que l'État islamique (EI), ayant une vraie stratégie pour se développer sur le terrain en tant qu'État, et commençant à perdre pied quand ses ressources se tarissent, opère une transition vers le terrorisme international, comme Al-Qaïda à son époque.

Il s'agit pour l'État islamique de garder sa crédibilité, ses sponsors et ses soutiens. Avant le

13 novembre, on n'avait eu affaire qu'à des gens qui agissaient de leur propre chef, sans instructions précises de l'État islamique. Ils n'avaient fait que des passages éclairs en Syrie, et manquaient de professionnalisme. Ça donne celui qui se tire une balle dans le pied, ou celui dont l'arme s'est enrayée dans le Thalys. Aujourd'hui, en revanche, on est face à un vrai commando organisé, et on a franchi un seuil dans la violence.

La porosité des frontières de l'espace Schengen est-elle en cause ?

Ces types-là disposent de passeports européens, vrais ou faux, ce qui leur facilite la tâche. Mais de fait, avec l'espace Schengen, on a fabriqué un espace juridique commun sans règles juridiques communes. Concrètement, on peut entrer par un poste frontière quelconque, d'un pays pas forcément très regardant parce que peu concerné, et ensuite aller où on veut sans contrôle. Tout le monde en Europe n'a pas de passeport sécurisé, et nos frontières sont poreuses. On peut d'ailleurs s'en féliciter, car sinon l'ensemble de la population en subirait les conséquences. On vit dans des pays de droit et de liberté, heureusement. Il n'y a pas de consensus pour pratiquer systématiquement le contrôle au faciès aux frontières, comme cela existe en Israël. Chez nous, ce serait insupportable.

L'enquête sur les attentats du 13 novembre montre des failles dans le renseignement intérieur. Comment y remédier ?

Est-ce qu'on parle de failles chez les sapeurs-pompiers ou la police quand il y a un incendie criminel dans une forêt ? Plus sérieusement, je pense qu'au départ, regrouper la DST et les RG pour former la DCRI [créée en 2008, et devenue DGSI en 2014 – ndlr] était une bonne idée. On pouvait théoriquement disposer de capacités de renseignement et de police judiciaire, avec un bon maillage du territoire, notamment dans les

Le souci, de mon point de vue, c'est que cette fusion a été mal faite. Au lieu d'intégrer tous les RG, on les a désossés : une petite partie a été à la DCRI, une autre à la PJ, et le reste dans les régions. La spécificité des RG, le maillage du territoire, a été amoindrie. Or les RG s'occupaient déjà beaucoup moins des journalistes et des syndicalistes, et ils étaient à l'écoute des quartiers à problèmes. C'est une perte.

En outre, on a voulu miser sur le renseignement technologique, à l'américaine, le « big data » et

toutes ces choses-là. Or ce n'est pas très efficace. Il suffit de voir aux États-Unis, les déclarations du général Alexander, patron de la NSA, en 2013, sur l'efficacité très relative des milliards dépensés dans la technologie après le 11 septembre 2001. Aujourd'hui, on en est pourtant là : on a concentré nos moyens sur le renseignement technologique, et on a baissé la garde sur le renseignement humain. Cela étant, à la décharge des policiers, la centaine de perquisitions administratives fructueuses réalisées dès le lendemain du 13 novembre montre qu'ils avaient des objectifs, mais qu'il manquait le cadre juridique et la volonté politique pour agir. La faille, si faille il y a, est aussi et souvent du côté politique.

Et qu'en est-il du renseignement extérieur, la DGSE, votre ancienne maison ?

Le souci est le même que pour le renseignement intérieur : la priorité a été donnée au technologique. Aujourd'hui, la DGSE n'a pas assez de gens qui parlent arabe, qui connaissent bien les salafistes et leur façon de penser. Quand on voit les niveaux de salaire de la fonction publique, les vrais spécialistes partent ailleurs. En outre, on a aussi une organisation à la gauloise, avec des pesanteurs hiérarchiques, et des structures qui ne communiquent pas assez entre elles. On souffre surtout d'un désinvestissement sur le renseignement humain, et d'un désinvestissement local, cela au profit du technique et du national.

Les échanges d'informations entre DGSI et DGSE sont-ils satisfaisants ?

Ils sont « globalement positifs », pour reprendre la formule de Georges Marchais. Mais encore faut-il avoir des choses à échanger, c'est difficile, quand on n'a pas de renseignement sur le terrain ! Plus sérieusement, le problème pour la DGSE, où j'ai passé 35 ans, c'est de savoir à quel moment les renseignements que l'on va donner à la DGSI vont être judiciarisés, donc rendus publics. Ça revient à se demander : à quel moment ma source – qui est souvent à l'étranger en zone dangereuse – risque-t-elle d'être en danger ? Or pour nous, comme pour les journalistes j'imagine, la protection des sources est essentielle. Mais du coup, quand il n'y a pas de risque pour la source, on n'hésite pas à transmettre largement.

Que faudrait-il faire pour améliorer l'analyse et l'exploitation des renseignements collectés ?

On peut toujours faire mieux. Pour exploiter, il

faut analyser, et pour analyser, il faut des gens compétents, connaissant la culture, l'histoire, la géographie du pays concerné. Il faut à la fois des experts ayant une longue expérience, et des petites mains à former. Mais il y a une réelle inexpérience de nos politiques sur ce qu'est le renseignement. Début 2001, on m'a demandé de reconvertir une partie de mes effectifs antiterroristes sur l'immigration clandestine, à cause d'une affaire de cargo rempli de clandestins. Et puis le 12 septembre, je devais doubler mes effectifs antiterroristes, comme si j'allais trouver 200 ou 300 spécialistes comme ça, du jour au lendemain...

Syrie, Irak, Libye : les trous noirs du renseignement

Comment se passent les échanges d'informations entre pays européens ?

Pas très bien, car l'échange et la transmission des renseignements de sécurité entre services nationaux sont strictement réglementés et restreints au sein de l'espace Schengen. De plus, certains pays veulent conserver leur souveraineté dans ce domaine. Par ailleurs, le PNR ["passenger name record" – ndlr] n'est pas encore adopté à ce jour, car plusieurs pays s'y sont opposés. Je le répète, il manque une règle juridique commune. Les échanges de renseignements extérieurs se font plus facilement en bilatéral, de pays à pays, car il y a des habitudes, des connivences anciennes. Mais on ne peut pas tout dire sur un forum de 28 pays aux intérêts souvent divergents. Et il y a évidemment des problèmes au niveau de la surveillance électronique de masse, qui est considérée par beaucoup comme entrant en collision avec la liberté des citoyens.

Ces échanges fonctionnent-ils bien avec de grandes puissances comme les États-Unis ou la Russie ?

Avec les États-Unis, ça fonctionne cahin-caha. Ils ont seize agences de renseignement qui ne correspondent pas entre elles, avec 300 000 personnes en tout. C'est le règne de l'hyperspécialisation et du cloisonnement entre les agences. Pour prendre un exemple simple, le FBI peut nous demander des choses, mais ne peut pas nous en donner car il est soumis au secret. C'est problématique. Quant à la Russie, c'est un autre problème, celui de l'intégration des services de renseignement au service de la politique étrangère russe. En résumé, ils ne nous donnent

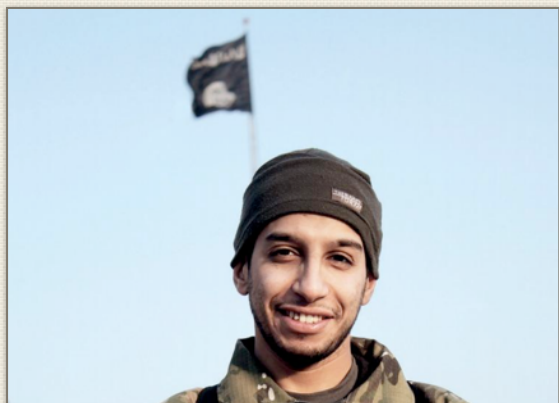
que ce qu'ils veulent, et en plus ça peut être calculé. À chaque fois, c'est donc à prendre avec des pincettes.

Manquons-nous de renseignements en provenance de pays déstabilisés ou en guerre comme la Syrie, l'Irak, la Libye ?

Énormément, oui. La France a rompu tous les liens de la DGSE avec les services syriens. Or les services secrets sont faits pour dîner avec le diable, sinon ils ne servent à rien. Que le pouvoir politique ait voulu rompre avec le régime syrien, c'est une décision qu'il a toute légitimité pour prendre. Mais le rôle des services spéciaux est de permettre – si besoin est – de maintenir un canal discret de communication.

Quand, récemment, les services syriens ont tenté de rétablir un canal discret via d'anciens responsables des services français [il s'agit notamment de Bernard Squarcini, l'ancien patron de la DCRI – ndlr], il leur a été opposé un refus catégorique. Que ce soit à droite ou à gauche, il y a une méconnaissance de ce qu'est un service spécial. Notre métier est de garder le contact avec des gens infréquentables. Nous ne sommes ni des juges, ni des flics, ni des diplomates, qu'on nous laisse parler aux agents syriens ne serait pas une reconnaissance politique du régime de Bachar.

Avec la Libye et l'Irak, on a aussi perdu quelques bons clients ces dernières années. Ce n'était pas toujours blanc de poil, mais on avait l'habitude de travailler avec eux contre la violence islamiste. On savait que sur une liste de 50 islamistes qu'ils nous envoyaient, il y avait en fait cinq opposants à leur régime. On en tenait compte. Aujourd'hui, on est aveugles, on n'a plus rien qui vienne de ces trois pays. Et dans les zones grises où il n'y a plus vraiment de pouvoir d'État, au Sahel ou ailleurs, il est difficile d'envoyer un blond aux yeux bleus se trimballer, ou de recruter des agents sur place, avec des groupes islamo-mafieux très dangereux qui tuent sans hésiter.



Abdelhamid Abaaoud © Reuters

Où en sont les échanges avec les pays du Maghreb, la Turquie, l'Égypte ?

Avec les pays du Maghreb, comme d'autres, c'est souvent en fonction de leurs intérêts propres mais c'est bien utile. Par exemple, c'est un renseignement marocain qui a permis de remonter jusqu'à l'équipe de Saint-Denis ces jours-ci. Les services algériens, c'est en fonction des relations avec le régime. En Tunisie, les services sont quasiment démantelés. En Égypte, ils sont affaiblis mais ils fonctionnent encore. Quant à la Turquie, disons que c'est très ambigu.

Existe-t-il des pays qui ne jouent pas le jeu, ou qui ont d'autres logiques que la nôtre vis-à-vis des djihadistes ?

Oui, il y a les sponsors idéologiques et financiers du terrorisme. Les pétromonarchies du Golfe, qui essayent par tous les moyens – et en particulier par la diffusion de l'idéologie salafiste – d'empêcher la constitution d'un axe chiite du Liban jusqu'à l'Iran, qui ont un problème de légitimité musulmane, et qui veulent empêcher toute dérive démocratique. L'Arabie saoudite, par exemple, s'emploie depuis 30 ans à distiller le message salafiste et wahhabite en Europe, à travers des écoles et des fondations, et le résultat est là aujourd'hui. Il y a trente ans, les musulmans de France ne savaient pas ce qu'était le wahhabisme. Cela étant, l'Iran a pratiqué le terrorisme d'État dans les années 1980 et y a renoncé.

Pour conclure, vous militez pour moins de collecte de données, et plus de moyens humains au sein des services français.

Aux États-Unis, le dragage massif de données n'a pas permis d'éviter les attentats de Boston, et même pas les mitraillages hebdomadaires sur les campus qui avaient été annoncés par leurs auteurs sur les réseaux sociaux. On n'a vraiment pas intérêt à mettre tous nos œufs dans le panier des écoutes massives. Il nous faut des ressources humaines et opérationnelles. Pour le prix d'un satellite d'écoute, on peut embaucher des centaines de personnes. Mais ça demande du temps, et de la volonté politique.

À la fin des années 1990, une fois passés les attentats de 1995 qui étaient liés à la situation algérienne, on est venu me dire que mon service coûtait cher et qu'il ne servait pas à grand-chose puisque rien ne se passait. Bercy rechignait à

budgetiser les postes. À la DGSE aujourd'hui, il doit y avoir 4 500 à 5 000 personnes, dont 1 000 qui font de l'administratif. Le problème n'est pas tant les effectifs que la qualité et l'utilisation des effectifs, comme à la DGSI. J'ajoute qu'à la gendarmerie, il y a 80 000 personnes qui, à une époque, quadrillaient le territoire et parlaient à tout le monde. On les a reconvertis en percepteurs d'impôts et pères Fouettard sur le bord des routes, au lieu de créer un corps spécifique, une police des routes. Du coup, le maillage territorial du renseignement et la défense opérationnelle du territoire ont été affaiblis.

Lire ici une contribution d'Alain Chouet sur l'Union européenne face au terrorisme, en date de janvier 2015.

<http://alain.chouet.free.fr/import/qe-339-fr.pdf>

mediapart.fr

A Suivre...
La Presse en Revue